

*Le budget*

concevoir un budget et une politique économique qui plairaient et qui serviraient les intérêts de l'industrie forestière. Je pourrais le faire un bon matin avant de déjeuner. Je pourrais même faire en sorte qu'il englobe toutes les autres industries, et il serait prêt avant midi. Mais si l'on examine l'ensemble du tableau, si l'on considère tous les éléments de l'économie en pensant à l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, on se doit de réfléchir davantage. C'est ce que nous avons fait quand nous avons conçu ce budget.

**M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord):** Monsieur le Président, comment le député peut-il qualifier de réaliste un budget qui ne tient aucun compte des réalités du jour? J'estime que ce budget tient plutôt du tour de passe-passe où la main est plus rapide que l'oeil.

Avec un million et demi de chômeurs et deux millions d'assistés sociaux, comment le gouvernement peut-il accepter que le taux de chômage demeure à près de 10 p. 100 pendant les deux prochaines années?

Qu'est-ce que le député et son gouvernement ont à proposer à un couple de retraités de ma circonscription qui ont la charge de leur fils chômeur et de leur bru sans même pouvoir compter sur le secours d'un allègement fiscal? Qu'est-ce que répond le gouvernement aux électeurs qui regrettent que l'exemption pour gains de capital vaille pour divers biens mais pas pour une seconde propriété? Comment le gouvernement va-t-il s'assurer que les enfants et les jeunes se préparent un avenir grâce à des programmes d'instruction et de formation?

Au milieu de son allocution, le député a dit qu'il souhaiterait pouvoir camper *A Tale of Two Cities* au Canada. Peut-être aurait-il dû parler de l'histoire des deux mandats du gouvernement conservateur au Canada. Au cours de son premier mandat, le gouvernement conservateur a haussé les impôts 33 fois, doublé la dette nationale, imposé la TPS, coupé les vivres aux provinces et laissé s'étendre la pauvreté.

Au cours de son second mandat, il a encore haussé les impôts, encore coupé les vivres aux provinces et créé une récession.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je regrette d'interrompre le député, mais le temps mis à sa disposition est expiré.

**M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte):** Monsieur le Président, je ne dirai pas que je suis

heureux de participer au débat sur le budget car je suis plutôt impatient de participer à ce débat.

Je tiens à dire au ministre qui vient de prendre la parole que j'ai trouvé ses propos très blessants et indignes d'un ministre. Pendant son intervention, le ministre n'a pas su s'en tenir à l'essentiel, s'en tenir aux faits, c'est-à-dire traiter du programme d'infrastructure municipale proposé par les députés de mon parti, par la Fédération des municipalités et par la plupart des provinces comme d'une mesure créatrice d'emplois et peser le pour et le contre. Qu'a dit le ministre? En substance, il a dit qu'il ne croyait pas que les contribuables de sa circonscription seraient favorables à un programme d'infrastructure municipale et que leur argent servirait à aider Montréal et Toronto. Voilà pourquoi, selon lui, ses électeurs n'apprécient pas cette proposition.

J'invite tous les députés ici présents à réfléchir aux propos que le ministre a tenus. Ce dernier pratique la politique de la division. C'est une forme subtile de tribalisme. Il n'y a pas d'autre mot pour qualifier une telle conduite. Que penser d'un ministre fédéral qui, au lieu de parler au nom de tous les Canadiens, tente d'attaquer une mesure créatrice d'emplois quand nous avons 1,5 million de chômeurs, non pas parce que le programme proposé n'est pas pertinent ou qu'il est voué à l'échec, mais simplement parce qu'il craint que ses électeurs n'aient l'impression qu'une partie de leurs impôts vont à Toronto ou à Montréal et qui, pour cette unique raison, fait appel à l'instinct tribal? La circonscription du ministre est une circonscription merveilleuse. Je parle en connaissance de cause puisque je l'ai visitée. C'est là une conduite indigne de la part d'un ministre.

Dans toutes les régions, dans toutes les provinces, il existe de grands projets d'immobilisations financés par les contribuables du reste du Canada, et pas seulement à Montréal et à Toronto. Il y en a dans la région de l'Atlantique, dans les Prairies, en Colombie-Britannique—où un projet d'accélérateur de particules dernier cri est actuellement en cours à des coûts de centaines de milliers de dollars, aux frais des contribuables non seulement de la Colombie-Britannique, mais aussi du reste du pays. Mais c'est dans l'ordre des choses.

• (1610)

Il existe aussi d'importantes installations fédérales dans la propre circonscription du ministre—que j'ai déjà visitée—qui ont été construites avec l'argent de tous les contribuables du pays. C'est normal.